

EDITORIAL



Par **Stéphane Le Guennec**
Secrétaire fédéral
à la Communication
et aux Relations avec les sections

Pour une Europe de Gauche !

Les élections européennes peinent à mobiliser le grand public. A quelques semaines de l'échéance, nous nous préparons à une campagne éclair menée par tous les partis. Les derniers sondages nous placent derrière l'UMP. Nous avons un devoir de victoire, pour permettre aux Européens de disposer d'une solution alternative aux politiques menées actuellement par le PPE (Parti populaire européen).

Pourquoi une telle désaffection ?

Tout d'abord, parce que l'Europe nous semble à tous loin de nos préoccupations quotidiennes. Ensuite parce que l'Europe nous est toujours décrite comme l'empêchement de tourner en rond, celle qui dit non aux politiques volontaristes nationales !

Les militants que nous rencontrons, les militants que nous sommes, ressentent tous un même désarroi face à la campagne à mener : comment expliquer de façon simple l'intérêt de voter le 7 juin, comment expliquer l'intérêt de voter pour le Parti socialiste ?

Deux axes doivent guider notre démarche

Tout d'abord, il est important de le rappeler, l'Europe est actuellement dirigée par une coalition de Droite. Cette Europe tant décriée, si libérale diront certains, est le reflet des gouvernements qui la composent. Comment s'étonner d'un certain nombre de dérives, de certains penchants libéraux, compte tenu des députés européens qui siègent à l'assemblée !

Pourtant, c'est par l'Europe que nous aurons une chance de sortir de la crise mondiale que nous connaissons, c'est par l'Europe que nous aurons une chance de promouvoir des outils de régulation de cette économie mondialisée. Il est donc important de pouvoir porter au pouvoir une majorité sociale-démocrate, seule capable de porter un discours de Gauche : dans tous les pays, nous devons donc voter socialiste pour permettre cette nouvelle coalition !

Pourquoi voter socialiste ?

Tout simplement, parce que, pour la première fois dans son histoire, les socialistes européens, à travers le PSE, propose un programme de travail ! Par le Manifesto, les Gauches social-démocrates ont su donner une dimension européenne à leur projet. Nous sommes les seuls à crédibiliser notre travail avec une telle ambition ! De la simple déclaration de principes que nous adoptions tous ensemble, nous avons acté cette fois-ci les lignes d'un programme de travail si nous sommes élus. Cela mérite d'être explicité auprès du grand public !

Enfin, nous gagnerons cette élection en démontrant aux électeurs que l'Europe s'invite au pas de leur porte. Le site internet de la Fédération propose des exemples concrets, locaux, de co-financements européens. Chacun peut facilement expliquer en quoi cette Europe nous est nécessaire, favorable.

Cette double démarche doit nous permettre de pouvoir vanter les mérites d'un vote utile le 7 juin, d'un vote socialiste ! Une démarche simple, basée sur une programmation européenne pour des réalisations locales concrètes.

Européennes 2009 La campagne est lancée

La Fête de la Rose a été le moment de lancement de la campagne des européennes dans le Morbihan. Réunissant 300 militants et sympathisants sous la Halle des Forges à Inzinzac-Lochrist le 1^{er} mai, elle a offert l'occasion aux candidats Stéphane Le Foll et Isabelle Thomas, et au député européen sortant Bernard Poignant, d'adresser un message de mobilisation pour la campagne et de décliner le projet des socialistes européens et l'enjeu du scrutin du 7 juin. Retour en images...



Ci-dessus : Isabelle Thomas et Stéphane Le Foll (n°3 et n°2 sur la liste Ouest).



1^{er} photo à gauche : Gwendal Rouillard, Hélène Brus - candidate morbihannaise, Stéphane Le Foll, Isabelle Thomas, Bernard Poignant, Kaou Hulaud - Conseillère régionale, Françoise Olivier-Coupeau et Michel Morin - Candidat des Côtes d'Armor. Absente sur la photo : Odette Herviaux (1^{er} rang ci-dessous).

Ci-contre : Jean-Pierre Bageot - Maire d'Inzinzac-Lochrist a accueilli le public et donné la parole à Patrick Pichon - représentant la CGC à la SBFM de Caudan.



Européennes : 1^{ers} rendez-vous de la campagne

Mardi 12 mai – 20h00 – Saint-Avé (Salle Le Dôme)
Réunion publique avec Bernard Poignant et Isabelle Thomas

Mercredi 13 mai – 18h30 – Etel (Salle des Fêtes)
Réunion publique avec Isabelle Thomas

Vendredi 15 mai – 20h30 – Lorient (Salle Courbet)
Débat sur l'Europe de la pêche,
avec Françoise Olivier-Coupeau et Annick Le Loch

Vendredi 15 mai – 20h30 – Pontivy (Palais des Congrès)
Réunion publique sur "Crise alimentaire et réforme de la PAC",
avec Henri Nallet et Odette Herviaux

Prochaine réunion du Conseil fédéral

Mercredi 13 Mai
20h30
Cité Allende
Lorient

Questionnaire Formation

Un questionnaire, visant à évaluer les besoins en terme de formation militante, a été adressé à l'ensemble des adhérents de la Fédération. **Il est à retourner à la Fédération au plus tard le 5 juin.**

Actualité du Secrétariat fédéral

Bruno Blanchard - Délégué fédéral au Sport, participera à la mise en place de la Commission nationale Sport le samedi 16 mai au siège du PS à Paris, rue de Solferino.

Calendrier de la campagne des Européennes

- **Mardi 12 mai – 20h00 – Saint-Avé :**
Réunion publique avec Bernard Poignant et Isabelle Thomas sur le thème "L'Europe, la crise et nous"
Salle Le Dôme
 - **Mercredi 13 mai – 18h30 – Etel :**
Réunion publique avec I. Thomas
Salle des Fêtes
 - **Vendredi 15 mai – Lorient :** débat sur l'Europe de la pêche avec Françoise Olivier-Coupeau et Annick Le Loch
Salle Courbet - FJT
 - **Vendredi 15 mai – 20h30 – Pontivy :**
Réunion publique sur "Crise alimentaire et réforme de la PAC", avec Henri Nallet et Odette Herviaux
Palais des Congrès
 - **Mardi 26 mai :** Journée Morbihan avec Bernadette Vergnaud, Stéphane Le Foll et Isabelle Thomas
20h30 : Ploërmel – Réunion publique
Salle des Fêtes
 - **Mercredi 27 mai – Nantes-Rezé :**
Meeting interrégional
 - **Jeudi 28 mai – 20h – Sarzeau :**
Réunion publique sur le développement durable, en présence d'O. Herviaux
 - **Jeudi 28 mai – 20h30 – Lorient :**
Réunion publique avec Arnaud Montebourg
Lieu à préciser
 - **Mardi 2 juin – 20h30 – Lorient :**
Réunion publique en présence de Jean-Yves Le Drian et Isabelle Thomas
Salle Courbet
 - **Mercredi 3 juin – 20h30 – Vannes :**
Réunion sur les services publics (à préciser)
 - **Mercredi 3 juin – Saint-Brieuc :**
Meeting régional
 - **Jeudi 4 juin – 20h30 – Canton d'Allaire :** Réunion publique avec B. Poignant
- Gwendal Rouillard et/ou Hélène Brus seront présents à la plupart des réunions.

ACTUALITES

Crise automobile : création d'un intergroupe européen

Le Comité des Régions, siégeant à Bruxelles, vient de donner son feu vert à la création d'un intergroupe sur la crise automobile. Constitué de 53 représentants de territoires européens, ce groupe a pour objectif de faire entendre la voix des Régions qui souhaitent apporter leur soutien à l'ensemble des acteurs de la filière automobile.

Créé à l'initiative de Jean-Yves Le Drian, Président du Conseil régional de Bretagne et membre du Comité des Régions, cet intergroupe compte deux vice-présidents, Albert Bore (Royaume-Uni, PSE) et Uno Silberg (Estonie, UEN-AE).

Devant la gravité de la situation, dès sa première réunion, le 22 avril 2009, l'intergroupe a adopté une résolution politique dont voici les éléments les plus importants :

1. **L'implication des échelons politiques locaux et régionaux** est une absolue nécessité pour répondre efficacement aux difficultés rencontrées par le secteur automobile. C'est bien à ce niveau que les mesures économiques et sociales doivent être mises en œuvre pour amortir les effets de la crise ;
2. **un traitement européen de la crise semble incontournable** et l'intergroupe appelle notamment

les institutions européennes à élaborer une stratégie européenne pour l'industrie automobile ;

3. **les outils européens** d'intervention existants doivent être **mis en œuvre de manière plus souple et réactive** de manière à apporter des réponses adaptées aux salariés et aux PME les plus touchés ;

4. **l'Union européenne doit accompagner le développement d'une industrie automobile plus verte.**

Mise en oeuvre du rSa : beaucoup d'interrogations

Lors de la session du Conseil général du 28 avril, le groupe de Gauche, par la voix de son président Hervé Pellois, a exprimé sa position et ses interrogations sur la mise en oeuvre du dispositif du Revenu de Solidarité Active (rSa).

"Le rSa est destiné à rendre financièrement attractive la reprise d'emploi. Mais c'est un leurre si l'emploi n'est pas présent. On peut craindre qu'il facilite plutôt la multiplication des emplois de très courte durée, des emplois à temps partiels et faiblement rémunérés..."

Le rSa, en permettant de changer le regard, doit en particulier tordre le cou à cette opinion subtilement distillée que "ceux qui ne trouvent pas d'emploi sont en quelque sorte fautifs de ne pas s'en donner les moyens". Or, nous savons qu' hormis l'absence d'offres d'emploi, des problèmes de santé, d'addiction, de mobilité, d'isolement, de garde d'enfants sont souvent les

véritables freins à l'activité. La carotte monétaire ne change rien à cela. (...)

Concernant la mise en œuvre, **accueil et orientation de proximité** doivent être possibles afin de faciliter les déplacements et la rencontre des ayants droits, sans multiplier les obstacles pour des personnes en difficulté au quotidien. Nous devons aussi **veiller à une excellente coordination des acteurs**. Les centres communaux d'action sociale (CCAS), les centres médico-sociaux auront à l'évidence un rôle majeur à jouer de l'accueil à l'accompagnement. **Le bénéficiaire du rSa ne peut faire les frais d'une organisation trop**

administrative. Il faut favoriser les contacts entre professionnels...

Mais il est évident que le Conseil Général en charge des solidarités ne peut proposer à ses partenaires de s'engager sans leur **donner les moyens de cet engagement**. (...) En effet, **la grande inconnue se situe au niveau du financement de la mise en œuvre de l'accueil, de l'instruction, de l'accompagnement des bénéficiaires**. Aujourd'hui l'incertitude est forte quant à la pérennité et à la hauteur du financement du rSa, sans compter que la crise peut faire exploser le nombre de bénéficiaires".

La section de Guidel fête ses 2 ans d'existence

Pour marquer les deux années de présence sur la commune de la section du Parti socialiste, les adhérents se sont réunis le jeudi 30 avril et ont convié Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral, Stéphane Le Guennec - Secrétaire Fédéral chargé des sections et de la communication et Pierre Pouliquen, Conseiller général du Faouët et animateur de la 6^{ème} circonscription.

Robert Hénault, réélu secrétaire de section en 2009, avait également invité les secrétaires des sections du canton. A Guidel, une vingtaine d'adhérents se mobilise, en s'appuyant sur un réseau de sympathisants, pour développer l'action du parti socialiste sur les sujets d'actualité, au niveau local, cantonal, départemental et régional.

Au sein du Conseil municipal, les trois élus PS pratiquent une opposition constructive et argumentée en s'impliquant dans tous les dossiers dont le budget, le PLU ou bien encore l'Agenda 21. Sans conteste, le dossier du moment concerne la création d'un collège public. La Section PS soutient activement la démarche du collectif "pour un col-

lège public à Guidel" et demandera au Conseil municipal de s'engager clairement en faveur de sa construction sur la commune.

L'autre priorité est l'implication active dans la prochaine campagne pour les élections européennes. Sur ce sujet, après avoir commenté l'actualité nationale, **Gwendal Rouillard** en a rappelé les enjeux en démontrant que nous avons besoin d'une Europe forte, plus juste, qui placera les citoyens et les régions au cœur de



ses préoccupations.

"Donnons un nouveau sens à l'Europe" : c'est ce message que délivreront les militants en allant à la rencontre des habitants d'ici le 7 juin.

Blog de la section :
www.guidel.parti-socialiste.fr

La Formation des élus : un droit et une nécessité

En lien avec le plan de formation de la Fédération, Paul Paboeuf - Président de Démocratie & Projets 56 (Union des élus socialistes et républicains) rappelle les droits à la formation des élus, dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

La loi Joxe de février 92 avait institué ce droit à la formation, malheureusement trop peu utilisé. Le conseil municipal doit inscrire à son budget les dépenses de formation des élus dont le montant est plafonné à **20 % du total des indemnités** versées aux élus et l'utilisation de ces fonds doit être rattachée dans une annexe du compte administratif. **L'élu détermine librement le thème et le lieu de la formation, l'organisme qui le dispense**, quel que soit son statut au sein du conseil municipal (majorité ou opposition - art L.2123-12 du CGCT)

Pour sa formation, l'élu doit s'adresser à un organisme agréé, par exemple **Condorcet Formation**, proche du Parti socialiste. Les frais pris en charge sont les **frais pédagogiques**, mais aussi les **frais de déplacement** et éventuellement la compensation de la perte de rémunération.

Ce droit à la formation s'étend aux membres des organes délibérants des communautés de communes et de communautés d'agglomération.

Quelques adresses :



Condorcet Formation
8 Bis Rue de Solférino - 7507 Paris

Tél : 01 42 85 54 30
Fax : 01 42 85 54 31
www.condorcet-formation.asso.fr/



ARIC
Association régionale d'information des collectivités territoriales (association pluraliste !)

13 Place des Marelles - B.P. 27305 - 35573 Chantepie Cedex
Tel. : 02 99 41 50 07
Fax. : 02 99 41 51 33 - info@aric.asso.fr
www.aric.asso.fr/

Institut Régional du Patrimoine de Bretagne (IRPa)
25 square de la Rance 35000 Rennes
www.irpa-bretagne.org/
contact@irpa-bretagne.org



Echange d'expériences avec Démocratie et Projets 56

L'association Démocratie et Projets 56, l'union départementale des élus socialistes et républicains, n'a pas sollicité son agrément comme organisme de formation, mais elle propose des échanges d'expériences entre élus, qui peuvent être utiles aux nouveaux élus et aux élus minoritaires. Quelques exemples de thèmes possibles : finances locales et budget communal, intercommunalité, exemples de politiques en matière de culture, de sports, d'enfance-jeunesse, ou bien encore, prise de parole en conseil municipal et compte-rendu de mandat.

Démocratie et Projets 56
27 rue de la Tannerie - 56000 Vannes
sego.bureau@wanadoo.fr

Paul Paboeuf - Président de DP56 :
paul.paboeuf@wanadoo.fr

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Avec le Parti socialiste européen, "les citoyens d'abord"

Il y a 30 ans avaient lieu les premières élections au Parlement européen par suffrage universel direct. Aujourd'hui, ce Parlement joue un rôle important. Il dispose des compétences législative, budgétaire et il contrôle l'exécutif de l'UE.

Lors des élections européennes, les citoyens auront le choix entre une **Europe progressiste** ou une **Europe conservatrice**. En tant que socialistes, nous devons être **partisans de la construction européenne** car l'Europe a su garantir la paix, l'Etat de droit, la démocratie sur notre continent.

Cependant, nous ne devons pas nier que les Français traversent une période de doute visé à vis de l'Europe. Malheureusement, les **avancées significatives réalisées** sur le terrain de la citoyenneté européenne, sur les échanges culturels, **ne peuvent plus pallier à la politique de la présidence Barroso de la Commission européenne**, avec qui les institutions européennes sont dominées par les idées du libéralisme économique.

Il devient alors difficile de retrouver dans la ligne actuelle de la commis-

sion, les promesses de la fondation européenne et ses valeurs. Cela est visible dans l'abstention, les résultats aux récents référendums. Il est possible de **changer ce sentiment par une réorientation de la construction européenne**. Cela peut se faire lors des prochaines élections européennes.

Le Parti socialiste européen propose le **choix progressiste**, et s'engage à créer une **société plus juste et plus protectrice**. Afin d'améliorer la vie des citoyens et de relever de vrais défis, le PSE s'engage sur plusieurs points. Il a pour objectif de **relancer l'économie** et d'éviter le retour des crises financières ; notre plan européen doit permettre une **amélioration des conditions de vie** de nos citoyens européens. Le PSE doit faire **progresser la justice** dans la nouvelle Europe sociale. Il veut mettre l'Europe en fête de la lutte

contre le changement climatique en instaurant une **politique du climat et de l'énergie plus ambitieuse** pour l'UE. Le PSE travaillera à construire une Europe plus juste, plus sûre et plus respectueuse de l'environnement. Il a pour objectif de **parvenir à l'égalité des sexes en Europe, pour faire de cette égalité une réalité pour tous**. Le PSE veut donner à l'Europe une **politique d'immigration pour le progrès** et enfin faire de l'Europe un **partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement**.

Nous avons besoin d'un réel changement qui **passer par le choix progressiste** en s'appuyant sur nos **valeurs d'égalité, de démocratie, de respect de l'être humain, de solidarité, de liberté et de justice**.

Fanny Falquéro
<http://jeunes-socialistes56.over-blog.fr/>

Ciné - Café citoyen à Landévant

L'association **Autrement Landévant** organise une projection de film suivie d'une soirée musicale :

Vendredi 15 mai à partir de 20h30 à la Salle polyvalente de Landévant

Première partie :

Film : "L'argent dette" de Paul Grignon (1h)

Seconde partie :

Duo musical les "Haggy du Pli" (accordéon diatonique, guitare et chant)

Communiqué du MJS

Fermeture des bars après minuit : l'abus de communication nuit au Morbihan

Le Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan s'étonne de la future mesure prévue par la Préfecture de faire fermer l'ensemble des bars et restaurants du Morbihan dès minuit. Il s'associe pleinement au futur combat de cette profession face à une mesure dont l'efficacité, au final, apparaît douteuse.

L'action du Préfet semble s'inscrire dans le projet de Nicolas Sarkozy de remettre la répression et la lutte contre l'insécurité au goût du jour après avoir échoué dans toutes les autres politiques aussi bien économiques que sociales.

Il s'agit, au mieux, d'une action faussement paternaliste ayant pour but d'infantiliser l'ensemble de la population : "Ne vous inquiétez pas, bonnes gens, père Cayrel est là pour vous vous protéger !" C'est surtout ne pas répondre à la problématique première posée par l'édiction de l'arrêté, c'est-à-dire l'abus d'alcool chez les jeunes.

Vouloir fermer les bars et restaurants, c'est nier que l'achat d'alcool peut être fait avant et que sa consommation se fera à domicile et non dans les bars. Peut-être est-ce cela la finalité : non résoudre le problème en profondeur mais cacher dans les foyers ce qui ne doit pas être vu ailleurs.

Le MJS sent aussi la patte de François Goulard dans cette décision, lui qui craint à chaque réunion publique que sa ville ne ressemble à celle de Rennes et en particulier sa rue de la soif. Qu'il ne s'inquiète pas, grâce à son action, Vannes ne sera jamais aussi dynamique que Rennes du point de vue culturel et de sa vie étudiante exilée bientôt à la périphérie de la ville.

(...) Nous devons d'abord appliquer une prévention de tous les instants pour bien faire comprendre les dangers de l'alcool. La question des transports nocturne doit aussi être posée pour que soit compatible fête et détente mais aussi sécurité pour soi-même et pour les autres. Enfin, si nuisance sonore il y a, celle-ci ne doit pas être niée mais elle fait aussi partie intégrante de la vie en ville et des conflits d'usage qui peuvent se présenter.

C'est une discussion autour de l'ensemble des acteurs qu'il faut avoir, aussi bien associations de riverain que celle de commerçants.

Monsieur Laurent Cayrel, votre méthode est uniquement celle du fait accompli et de la seule communication, pas celle de l'action sur le long terme et de la véritable défense de vos concitoyens !

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 8 mai - Lorient
Cérémonies républicaines

Samedi 9 mai - Stade de France
Finale de coupe Guingamp - Rennes

Mardi 12 mai - Lorient
AG Lorient Technopôle Innovation (LTI)

Mercredi 13 mai - Lorient
Conseil fédéral

Jeudi 14 mai - Lorient
Conseil municipal

Vendredi 15 mai - Lorient
Réunion sur l'Europe de la pêche

Actualité

Deux ans de Sarkozy, ça suffit !

Je voudrais m'adresser aux électeurs de Nicolas Sarkozy (mais si ça existe, même si c'est une race en voie d'extinction), pour les inviter comme il se doit à l'anniversaire des deux ans de pouvoir du Président de tous les Français UMP.

Sans vouloir être l'auteur d'une critique trop virulente, il faut quand même convenir que le bilan de ces deux années n'est pas au niveau des promesses de la dernière campagne présidentielle. Il s'agit pour le moins d'un échec cuisant et sidérant en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, d'éducation, de sécurité, de libertés et même sur un plan international où, malgré ses gesticulations, la position de la France se trouve détériorée. Car sur ce plan, c'est le style et la méthode Sarkozy qui ne passent pas, de même que son côté "bling-bling" qui a tendance à hérisser le poil de ses interlocuteurs.

Vous allez me dire que j'ai tendance à exagérer mon anti-sarkozisme primaire et que les résultats de la politique du Président ne sont pas aussi négatifs que je pourrais l'affirmer. Mais je me bornerai à la présentation de quelques chiffres illustrant encore mieux le bilan de ces deux années. La situation de la France en mai 2009 est pire qu'en mai 2007 et pas seulement à cause de la crise. L'idéologie libérale de Nicolas Sarkozy et son si cher (au vrai sens du terme) paquet fiscal sont une catastrophe pour les finances de l'Etat. Avec une baisse du pouvoir d'achat de 0,5% en 2008, qui devrait se contracter de 1% en 2009, et une hausse du chômage (+ 400.000 en six mois), l'absence de mesures "contraignantes" face aux rémunérations excessives des patrons, une politique fiscale injuste et une explosion de la dette improductive, on atteint des sommets inconnus jusqu'alors.

Je ne voudrais pas oublier, dans ce drame catalogue à la Prévert, l'université mise au pain sec et à l'eau, les services publics attaqués de toute part, la justice prise en main et les prisons abandonnées, une politique inhumaine en matière d'immigration, portée par un social traître et un bilan bien mince de la présidence française de l'UE au second semestre 2008.

Il faut donc, cher électeur, que vous vous fassiez une raison, ce n'est sans doute pas le bon candidat que vous avez choisi en 2007. Puissiez vous vous en souvenir à l'avenir.

Le Cormoran

Les Enjeux de l'emploi et des politiques sociales

Dans le traité de Rome de 1957, la politique sociale et de l'emploi était pratiquement négligée. En effet, l'essentiel des dispositions dans ce domaine étaient relatives à la mise en place de la liberté de circulation des travailleurs et la liberté d'établissement dans la perspective du marché commun. Les traités suivants ont consacré une place plus importante à la politique sociale, notamment dans le domaine de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail, du dialogue avec les partenaires sociaux, de la lutte contre toute sorte de discrimination et de la politique pour la promotion de l'emploi.

Mais, pour l'essentiel, le social ne relève pas de la compétence de l'Union européenne, mais de celle de chacun des Etats membres. Le législateur européen peut néanmoins édicter un certain nombre de règles qui prennent souvent la forme de prescriptions minimales (les Etats étant toujours en droit de prévoir des règles plus strictes, comme par exemple en matière de temps de travail). Il ne faut pas non plus négliger le rôle de la Cour de Justice des Communautés européennes qui a beaucoup contribué à faire évoluer la norme de droit en la matière (par exemple, s'agissant du domaine de l'égalité des sexes). Toutefois la politique de l'emploi constitue désormais une "question d'intérêt commun" (article 2 du Traité CE) et fait partie de l'ensemble des politiques communautaires. C'est-à-dire qu'il doit en être tenu compte, dans chaque action qu'entreprend l'UE. De nombreuses politiques contribuent ainsi au développement

de l'emploi : politique d'éducation et de la formation, politique de la formation, politique de la recherche et du développement technologique, politique de soutien à l'utilisation des nouvelles technologies de la société de l'information...

De façon générale, ce dossier, relevant pour l'essentiel de la règle de l'unanimité, peine à être hissé au rang de priorité en raison des divergences de pratiques en matière sociale par les 27 Etats membres. Toutefois, afin de faire face aux différents défis communs qui se présentent (vieillesse, systèmes de protection sociale, mondialisation, crise économique et financière...), une convergence accrue s'avère nécessaire.

Vote du 7 juin : "Un choix de stratégie européenne"



Michel Morin
- Vice-président du Conseil régional chargé de la Formation initiale, de la Formation continue et de l'Apprentissage - Candidat aux européennes

Y a-t-il une stratégie partagée entre la région Bretagne et l'Europe en matière de politiques sociales et d'emploi ?

Non il n'y a pas de stratégie partagée au sens où nous déciderions ensemble - Région Bretagne et Commission de Bruxelles - d'avoir des cofinancements d'une politique régionale qui porterait par exemple sur la qualification des jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme et sans métier. Ce type de partenariat n'est pas le mode de relation entre ces deux

niveaux de responsabilités. Je le regrette. En plus, lorsque nous négocions des financements européens, par exemple pour la formation, nous devons le faire avec le Préfet de Région, centralisme français oblige, et donc sur les bases définies par le gouvernement.

Malgré cela, par période de 7 ans, la Bretagne bénéficie de crédits du Fonds Social Européen (FSE) qui est un des deux fonds avec le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) qui contribuent à la politique de cohésion économique et sociale de l'Union Européenne. Ainsi sur la période 2000-2006, le Conseil Régional a pu mobiliser 59 M€ pour des actions d'orientation et pré-qualification ainsi que par des programmes de qualification des demandeurs d'emploi bretons. Cela représente 7% de ce budget.

Sur la période 2007-2013, élargissement oblige, mais aussi choix des Chefs d'Etat et de Gouvernement, l'enveloppe diminue. Le Conseil régional s'est vu attribuer une dotation de 39,7M€ qui sont utilisés pour les mêmes publics que précédemment. Sur une politique très innovante comme la mise en place des Maisons de la Formation Professionnelle (MFP), il n'a pas de cofinancement européen.

Manifesto : la position du PSE

Nous entendons négocier un Pacte européen du Progrès Social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités et de soutenir le développement économique et social de l'Union [...] Nous proposons, dans chaque législation européenne, d'insérer une clause de progrès social et de mener une analyse préalable de l'impact social et environnemental avant toute nouvelle mesure [...] Nous proposons d'établir un cadre européen pour les services publics, qui garantira aux citoyens le droit d'accès universel et égal à ces services, la qualité, l'autonomie locale et la transparence des services publics, et qui maintiendra leur intégrité telle qu'elle est définie nationalement. Ainsi les règles européennes en matière de concurrence et du droit des entreprises ne s'opposent pas aux droits des citoyens [...] Nous agirons pour la fixation d'une durée maximale de travail décente, cohérente avec les droits à la santé et à la sécurité au travail et avec un équilibre normal entre temps de travail et vie personnelle [...] Nous proposons que l'Union développe une stratégie pour les droits des enfants afin de réduire la pauvreté infantile et de garantir le droit à l'éducation, commençant dès la petite enfance.

Quelles sont vos attentes spécifiques vis-à-vis de l'UE dans le contexte de crise et de montée du chômage ?

Sans attendre les élections du 7 juin, nous devions trouver dans l'échelon européen, un acteur beaucoup plus important qu'il ne l'est en matière de relance pour faire face à la crise. Les choix libéraux de Barroso, et de la majorité des Etats-membres, a été de diminuer le budget européen. On en paye directement les conséquences en ce moment, encore plus certains pays d'Europe de l'est pour lesquels on doit faire appel au FMI.

Mais au lendemain du 7 juin, il faut une majorité au parlement de Strasbourg qui impulse une croissance écologique, innovante et riche en emplois. Dans ce cadre, le FSE doit voir ses ressources augmenter pour contribuer davantage et dans les 27 pays de l'UE, au retour des travailleurs dans l'emploi et pour le développement des qualifications. Mais la formation initiale ne doit pas être oubliée. Pourquoi pas un choix de l'Europe d'impulser, pour le moins d'accompagner, le développement de nouvelles technologies dans les lycées et Etablissements de formation comme les Espaces Numériques de Travail ? Le 7 juin, c'est bien un choix de stratégie européenne que nous avons à faire.

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■